

TABLE DES MATIÈRES

1

Le contrat de dépôt – Régime juridique au travers de la jurisprudence récente..... 7

Benoît KOHL

professeur ordinaire à l'ULiège, avocat au barreau de Bruxelles

Marie LANSMANS

assistante à l'ULiège, avocate au barreau de Liège-Huy

Introduction..... 8

Section 1

Qualification du contrat de dépôt..... 13

Section 2

Le régime du contrat de dépôt..... 21

A. Textes légaux..... 21

B. Définition et caractéristiques 25

C. Types de dépôts 37

Section 3

Les droits et obligations du dépositaire..... 50

A. Obligations du dépositaire..... 50

1. Obligation de garder et de conserver..... 50

2. Obligation de restituer..... 52

3. Interdiction d'user..... 57

4. Obligation de secret et de discrétion..... 58

5. Interdiction d'opposer la compensation légale 58

6. Prescription de l'action en restitution..... 59

B. Les droits du dépositaire 60

Section 4

Les obligations du déposant..... 62

Section 5	
Responsabilité du dépositaire	64

2

Convention de transaction – La fin des problèmes (souvent), le début des ennuis (parfois)	75
--	----

Alexandre RIGOLET
assistant à l'ULiège, avocat au barreau de Bruxelles

Introduction	76
---------------------------	----

Section 1	
Prévenir : rédaction claire, accord complet et sens de l'anticipation	77

A. Interprétation de la transaction – importance d'une rédaction claire	77
B. Nécessité d'envisager les aspects fiscaux et procéduraux	79
C. Prise en compte des effets à l'égard de tiers	80
D. Exclusion du risque d'erreur	81
E. Modalisation contractuelle des sanctions de l'inexécution	82
1. Transaction et clause pénale	82
2. Transaction et clause résolutoire expresse – possibilité d'exclure la résolution	86

Section 2	
Guérir : difficultés procédurales et engagement de ne pas saisir le juge	87

A. Renvoi au droit commun	88
B. Détermination du juge compétent	88
1. Demande d'exécution d'une transaction	88
2. Demande d'annulation de la transaction	91
3. (Demande de) résolution judiciaire de la transaction	96
C. Exception d'inexécution et reprise du contentieux	97
D. La rupture de la paix judiciaire et ses conséquences	99

Conclusion	102
-------------------------	-----

3

Petit tour d'horizon de la jurisprudence récente en matière de cautionnement..... 103

André-Pierre ANDRÉ-DUMONT

avocat au barreau de Bruxelles, maître de conférences à l'UCLouvain

Introduction..... 104

Section 1

Définitions et caractéristiques..... 104

Section 2

Conditions de validité du contrat..... 107

Section 3

Preuve du cautionnement..... 112

Section 4

Modalisation du contrat..... 114

Section 5

Recours..... 116

A. **Recours contre la caution**..... 116

B. **Recours de la caution**..... 118

4

L'affacturage en droit belge : cession de créance et perspectives internationales..... 121

Denis PHILIPPE

avocat aux barreaux de Bruxelles et de Luxembourg, professeur à l'UCLouvain
et à l'ICHEC, chargé de cours à l'Université de Paris X

Section 1

Approche du factoring..... 122

A. **Définition**..... 122

B. **Fonctions économiques du factoring**..... 124

C. Développement du factoring	125
1. Forme ancienne	125
2. Au début du siècle	126
3. Les années soixante	126
4. La pandémie de Covid-19	127
5. Les sociétés de factoring	127
6. Types de firmes auxquelles convient le factoring	128
Section 2	
Analyse du contrat	129
A. Nature juridique du contrat	129
1. Est-ce un simple procédé de transfert de créances?	129
2. Un contrat <i>sui generis</i>	130
B. Le fonctionnement du contrat de factoring	133
1. Quelles sont les créances qui sont transférées au <i>factor</i> ?	133
2. Devoir d'information et de collaboration réciproques	135
3. Factoring à l'export	137
C. Transfert et recouvrement des créances	137
1. Envoi des factures	137
2. La loi du 6 juillet 1994 et les modalités de transmission	138
3. Paiement	138
4. Obligations de garantie du fournisseur et du <i>factor</i> quant au paiement	139
5. Recouvrement	141
6. Durée	142
7. Conditions particulières	142
8. Clauses diverses	143
Section 3	
Les différents modes de transfert des créances dans le factoring	143
Introduction	143
A. Cession de créance	145
1. Entre parties	145
2. À l'égard des tiers	146
3. Protection du créancier de bonne foi	149
4. Cessions occultes	149
5. Conflits entre cessionnaires	149
B. Endossement de la facture	152
1. Conditions de validité au fond	152
2. Conditions de validité formelles	153

Section 4	
Effets du transfert de créances – Nature particulière de certaines exceptions	155
A. L'exception d'inexécution	156
B. L'exception de compensation	156
Section 5	
Le débiteur est-il tenu d'une obligation d'information envers le factor ?	157
A. Principe	157
B. Quel est le fondement juridique de cette obligation d'information ?	159
Section 6	
Quelques réflexions relatives au droit international privé	159
A. Choix de la loi – Règlement Rome I	159
B. Convention d'Ottawa sur l'affacturage international	160
1. Champ d'application de la Convention	161
2. Règles matérielles	161
C. Droit applicable à l'opposabilité de la cession de créances	164
1. Aperçu des divergences entre les différents droits	165
2. Harmonisation du droit	170
Conclusions du point C	175
Section 7	
Le factoring et la situation de concours	176
A. Loi sur la continuité des entreprises ?	176
B. La faillite du fournisseur et du débiteur	176
C. Concours avec le créancier gagiste sur fonds de commerce	178
D. Concours entre une banque et la société de factoring	178
E. Factoring et action directe du sous-traitant	179
F. Tierce complicité	179
G. Le factoring, la cession de créance et la répétition de l'indu	180
Conclusions	182
Bibliographie sommaire	182